

Monsieur le Président, Nous ne pouvons commencer cette déclaration sans évoquer le contexte dans lequel s'ouvre cette CAP, Le Président de la République a pris de graves mesures antisociales comme, par exemple l'instauration de la TVA dite « sociale », l'attaque contre le droit du travail, une attaque sans précédent contre la protection sociale. Le gouvernement culpabilise, chaque jour un peu plus, les salariés sur le coût du travail « trop cher », sur le temps de travail, les 35 heures.

La violence faite au monde du travail est inacceptable !

Les banques, les spéculateurs se sont remplis les poches pendant des décennies, encore aujourd'hui en spéculant sur la dette des états. La CGT dénonce les mesures qui visent à faire payer la crise aux salariés, chômeurs et retraités, plus fortement envers les femmes et les jeunes.

Les salariés ne sont pas responsables de la crise !

Pire se servant de la crise, le gouvernement n'hésite plus à présenter les fonctionnaires comme les principaux fautifs de l'explosion de la dette publique. Gel des rémunérations, suppressions d'emplois, attaques contre le statut, restructuration drastique des services publics au travers de la RGPP, le gouvernement cherche par tous les moyens à mettre à genoux les fonctionnaires, à livrer au marché les activités publiques jugées rentables et à liquider tout le reste.

Encore une fois, les agents de la DGFIP ne sont pas épargnés, on cherche à leur faire payer la crise dont ils ne sont pas responsables ! Et les mesures régressives tombent ! L'année 2012 comme les précédentes n'épargnent pas les suppressions d'emplois !

A la DGFIP, c'est encore 2441 emplois de moins ! De 2008 à 2012, ce sont donc 13 000 emplois supprimés ! Le taux de non remplacement des départs à la retraite est évalué à 65,9% pour 2012, bien au-delà une fois de plus de l'objectif gouvernemental du non remplacement d'un départ sur deux à la retraite.

Cette situation déjà insupportable devient encore plus intenable ! Les services sont au bord de la rupture et les agents n'en peuvent plus ! Cela se traduit une fois de plus par de nouvelles difficultés dans l'exercice des missions, un nouveau renforcement des pressions et des contrôles exercés sur les agents, et une intensification insupportable des rythmes de travail.

Cette situation ne peut plus durer ! ! La CGT Finances Publiques avec les organisations syndicales de la DGFIP appellent le 2 février à la grève nationale pour l'arrêt des suppressions de postes.

S'agissant plus particulièrement de la CAP qui nous occupe aujourd'hui, le temps de consultation prévu est trop court vis-à-vis du nombre important de candidatures 130 !

Concernant le niveau de recrutement de la pré-sélection proposé, force est de constater qu'il s'avère dès aujourd'hui d'un niveau très largement insuffisant.

En effet, la philosophie d'une pré-sélection est de se donner les moyens de pouvoir choisir entre plusieurs candidats. Le stage a pour but de détecter et

la suite à télécharger :

fichiers:



[Télécharger declaration liminaire_et_compte-rendu_cap_pre_selection.pdf](#) (75.64 Ko)

Public: [Archives CAP \(antérieur à 2018\)](#)

- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
